



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2903
22 mars 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

L'ennemi à combattre, ce sont les exploités



Gaza

Le terrorisme d'État israélien

page 9

Austérité

Le Maire en veut plus

page 3

Européennes

La campagne de Lutte ouvrière



page 4

Au sommaire

Leur société

- Macron : le va-t-en-guerre 3
- Le Maire : à l'attaque contre le monde du travail 3
- CAC 40 : les actionnaires à la fête 5
- Bouclier tarifaire : au bonheur des trusts de l'énergie 5
- BFMTV, RMC : la liberté d'expression d'un milliardaire 5
- Enseignement : Attal persiste et signe 6
- Sciences Po : silence dans les rangs 6
- Morbihan : contre les groupes de niveau 6
- Mayotte : la répression s'accroît 7
- Migrants : victimes d'une politique criminelle 7
- La Courneuve : bavure policière mortelle 7
- Amiante : encore un recours des victimes repoussé 7
- Fast fashion : l'hypocrisie toute nue 16

Européennes

- Parade militaire sur le plateau 4
- La liste Lutte ouvrière : vive l'internationalisme ! 4
- Nadia Bouhami : « Ce ne sont pas les Bollore qui vident les poubelles. » 4

Dans le monde

- Russie : Poutine réélu, et après ? 8
- Union européenne : facilité pour la guerre 8
- Irlande : la Constitution contre les femmes 8
- Gaza : terrorisme d'État financé par l'impérialisme 9
- Congo : minerais de sang pour les trusts impérialistes 9
- Égypte : la population étranglée par la crise 10
- Arabie saoudite : la transition écologique selon EDF 10
- Argentine : les attaques de Milei accentuent la misère 16

Dans les entreprises

- Commerce : licenciements 11
- Droit aux congés 11
- Fonctionnaires : non aux salaires bloqués ! 12
- Adecco : fichier raciste 12
- RDM - Blendecques 12
- Gen-Bio - Clermont-Ferrand 12
- SNCF - Bischheim 13
- SNCF - Strasbourg 13
- Laser Propreté 13
- Défense d'un militant ouvrier 13
- Hôpitaux : une bombe à retardement 14
- Libéral ou salarié 14
- Arrêts maladie : chasse aux sorcières 14
- Stellantis - Metz 15
- Etex-Eternit - Haulchin 15

Agenda

- Fêtes régionales 3
- La Fête de Lutte ouvrière à Presles 16

Pour les travailleurs, l'ennemi à combattre, ce sont leurs exploiters

Depuis trois semaines, Macron s'est transformé en chef de guerre. Il multiplie les prises de parole appelant au « sursaut » et à « ne pas être lâches » face à Poutine, qui serait devenu une menace existentielle pour l'Ukraine et pour toute l'Europe.

Comment expliquer ce changement de ton ? Par une grosse part de calcul politicien. À quelques mois des Européennes, Macron utilise et amplifie le climat belliqueux pour créer un réflexe d'union nationale autour de lui, aux dépens de ses adversaires politiques.

Mais la guerre est bel et bien là. Elle fait rage, non seulement en Ukraine, mais aussi à Gaza, au Yémen, en République démocratique du Congo, au Soudan... Non seulement les grandes puissances occidentales sont impliquées directement ou indirectement dans chacune de ces guerres, mais elles se préparent aussi à l'éventualité d'un affrontement avec la Chine.

C'est pourquoi Macron, les médias aux ordres, les galonnés abonnés aux plateaux télé et les soi-disant experts en géopolitique nous abreuvent de propagande patriotique. « *Il faut être prêt à se battre pour son pays* », entend-on de plus en plus. Pour sa « patrie », disent certains. À les entendre, ce serait la forme suprême du courage et de l'héroïsme. Et ce refrain est chanté dans tous les pays et dans toutes les langues.

Bien sûr, nous sommes attachés à notre pays, ne serait-ce que parce que nous y vivons et y avons construit des liens familiaux ou amicaux et des souvenirs. Mais posons-nous la question : ce pays et la classe qui le gouverne, que font-ils pour nous, travailleuses et travailleurs ?

Que nous soyons ouvrier, caissière, employé, aide à domicile, camionneur, nous produisons les richesses du pays dans lequel nous travaillons. Nous contribuons à le construire et à le faire vivre. Mais qui en profite ? Ceux qui trônent au sommet du pays ! En profite la grande bourgeoisie qui vole de records de profits en records de fortunes. En profitent les actionnaires parasites et les financiers. Pour ceux qui mettent les mains dans le cambouis, le pays ne garantit rien : ni salaire, ni emploi dignes de ce nom. Il n'offre ni respect, ni reconnaissance.

C'est vrai en France comme dans tous les pays du monde. Combien de travailleurs se retrouvent forcés à l'exil, parce que leur pays ne leur donne pas la possibilité de gagner leur vie dignement, ou ne leur assure pas un minimum de sécurité ?

Parler de Français, d'Ukrainiens, de Russes, d'Algériens, de Maliens... est une façon de faire oublier qu'il y a, dans chaque pays, des riches et des pauvres, des exploiters et des exploités. Cela cache que nous sommes en permanence attaqués, dans notre propre pays, par un grand patronat toujours plus rapace.

Ici, au moment où Poutine est accusé de menacer notre sécurité, la grande bourgeoisie intensifie l'exploitation, restructure en licenciant de nombreux travailleurs, lamine les salaires et nous rackette au travers de la flambée des prix. Avec l'aide de Macron, elle puise dans les caisses de l'État et s'approprie des milliards qui devraient être investis dans la santé ou l'éducation.

Retraites, droits des chômeurs, remboursements maladie... les attaques succèdent aux attaques. Nous voyons fermer des maternités et des services d'urgence. Les écoles, les collèges et les lycées manquent de personnel et se dégradent à vue d'œil. Et ce n'est pas fini car, en plus des 10 milliards d'économies sur les dépenses publiques prévues en 2024, le gouvernement en cherche encore 20 pour 2025.

Cela engendrera plus de travailleurs pauvres ; plus de femmes et d'hommes cassés par le travail et abandonnés à la maladie, à la misère et à des pensions dérisoires ; plus de quartiers populaires transformés en ghettos et livrés aux trafics en tout genre. C'est au nom de la défense de ce pays-là qu'il faudrait se battre et être prêt à mourir ?

Oui, quand on est attaqué, il faut se défendre. Mais les attaques que nous subissons ne viennent pas du dictateur du Kremlin. Elles viennent des conseils d'administration des groupes capitalistes et de l'Élysée. C'est la guerre de classe que la bourgeoisie mène en permanence contre les travailleurs, et il faut y répondre.

Le nationalisme et les appels au patriotisme sont destinés à nous faire marcher au pas derrière les capitalistes. Rejetons-les ! Menons la lutte de classe et visons le renversement de la classe exploitée et l'établissement de notre propre pouvoir !

Alors seulement, nous pourrions considérer le pays dans lequel nous vivons comme le « nôtre », c'est-à-dire celui de tous les travailleurs, quelle que soit leur origine. Et nul doute que ceux-ci auront à cœur de s'adresser aux exploités des autres pays pour renverser le capitalisme à l'échelle du monde !

Nathalie Arthaud



LE PROGRES JOEL PHILIPPON

Macron : le va-t-en guerre de l'Élysée

Lors de son interview donnée sur TF1 et France 2 jeudi 15 mars, puis dans le quotidien *Le Parisien* du samedi suivant sur deux pages, Emmanuel Macron a poursuivi son offensive médiatique destinée à marteler que « la Russie ne peut pas et ne doit pas gagner la guerre ».



Des « opérations sur le terrain, quelles qu'elles soient, pour contrer les forces russes » seraient ainsi une éventualité.

« Volonté », « courage », « résister », le lexique présidentiel est taillé pour sa nouvelle panoplie de chef de guerre, appuyée par une citation modifiée de Churchill disant : « Il faut avoir le nerf de la paix », quand l'ex-Premier ministre britannique disait à l'aube de la

guerre froide qu'il fallait avoir le nerf de la guerre. L'important pour Macron est d'apparaître résolu à toutes les options, quand ses alliés sont publiquement plus modérés dans « une guerre qui est existentielle pour notre Europe et pour la France ».

Bien sûr, la conversion de Macron en chef de file des « faucons » dans la guerre en Ukraine tranche avec l'époque où il appelait

à ne pas humilier la Russie et maintenait le contact avec Poutine. Par ailleurs, les élections européennes pointant à l'horizon, les considérations de politique intérieure ne sont pas étrangères aux coups de menton du président. Mais, au-delà de calculs électoraux minables et bien incertains et de son goût pour la mise en scène, toute la propagande déversée par l'Élysée vise à faire accepter comme inévitable l'idée d'une aggravation de la guerre et l'idée des sacrifices qui iraient avec, au moment même où le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, relayé par la Cour des comptes, évoque des dizaines de milliards d'économies nécessaires dans les budgets publics.

Alors que, officiellement du moins, aucun soldat français ou de l'OTAN, n'est engagé en Ukraine, Macron annonce que « la liberté », « nos valeurs » et même « la paix » – puisque c'est en son nom comme toujours que la guerre se prépare – ont un prix. Et ce prix, ce serait à la population de le payer, dès à présent, par le doublement du budget militaire dont s'est vanté Macron, depuis son premier mandat de président, par l'augmentation des

cadences dans les usines de fabrication d'armement à destination de l'Ukraine, par la conversion à « l'économie de guerre », aux dépens des services publics utiles à la population, qui dévoie le travail d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers vers la production d'engins de mort.

Macron saisit l'opportunité de la guerre, qui effectivement a commencé en Europe, pour appeler à la mobilisation de chacun. C'est une nouvelle version de mise au pas – expérimentée déjà pendant la période du Covid-19 – pour faire accepter en silence les bas salaires, la flambée des prix et la dégradation des conditions de vie, alors que le

CAC 40 a de nouveau battu des records de profits en 2023.

La posture va-t-en-guerre de Macron confine au ridicule, notamment quand il prétend ainsi impressionner Poutine. Mais le locataire de l'Élysée n'a pas inventé le risque d'une généralisation des conflits. Il fait seulement son métier qui est, en bon représentant de la bourgeoisie française et indépendamment de sa popularité et de celle de son camp politique, de préparer la population à accepter tous les sacrifices. Il s'agit de garantir, au nom de la patrie ou de l'Europe en danger, les dividendes des actionnaires du CAC 40.

Boris Savin

Le Maire : à l'attaque contre le monde du travail

« La gratuité de tout, tout le temps, c'est intenable », a déclaré Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, au Journal du Dimanche du 17 mars.

Pour ce défenseur des riches, l'argent de l'État versé dans les services publics utiles à la population – hôpitaux, établissements scolaires, aide aux plus démunis, etc. – est du gâchis.

C'est une déclaration de guerre contre la population laborieuse, à commencer par les plus démunis : chômeurs, salariés qui doivent se serrer la ceinture, étudiants obligés de sauter des repas, retraités dont la pension s'amenuise, tous ceux en somme qui, sans les services publics, ne pourraient se soigner, envoyer les enfants à l'école, voire éviter de tomber dans une misère totale.

Le Maire a aussi eu le

culot d'affirmer, reprenant un refrain qui a la cote parmi les membres du gouvernement, que ce sont les indemnités versées aux chômeurs qui entretiennent un haut niveau de chômage. Face à ce constat, Attal a proposé de baisser le montant des allocations. Le Maire, lui, s'est écrié qu'il ne faut pas y toucher, mais que la solution serait de baisser encore plus la durée d'indemnisation, déjà passée de 24 à 18 mois, pour atteindre les 12 mois.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est odieux. Baisser le montant ou la durée d'indemnisation des chômeurs ne créera évidemment pas un seul emploi, mais cela

poussera encore plus de travailleurs dans la pauvreté. Déjà, ont relevé les syndicats, « le niveau moyen des allocations a plongé de 17% par rapport à 2019, et la durée d'indemnisation de 25% ».

En attaquant les chômeurs, le gouvernement a un double objectif : diviser les travailleurs en propageant l'idée que ceux-ci préfèrent vivre de l'argent public plutôt que chercher un emploi ; mais aussi récupérer une partie des 10 milliards supplémentaires que Le Maire juge nécessaire de soutirer aux travailleurs pour les injecter dans les coffres des magnats qui tirent les ficelles de l'économie.

Marianne Lamiral

Fêtes régionales



Rouen

Samedi 23 mars
à partir de 15 heures
Palais des Congrès à Oissel
À 18 heures, débat avec Nathalie Arthaud

Creil

Samedi 23 mars
à partir de 16 heures
Salle Georges-Brassens
à Villers-Saint-Paul

Argenteuil

Dimanche 24 mars
à partir de 11 heures
Salle de l'Atrium
Route de Cormeilles
À 11 h 15, débat avec Nathalie Arthaud

Saint-Nazaire

Samedi 6 avril
de 16 heures à minuit
Alvéole 12 de la base sous-marine
À 18 heures, débat avec Nathalie Arthaud

Limoges

Samedi 6 avril
à partir de 15 heures
Maison du Temps libre
de Landouge
À 17 heures, débat avec Jean-Pierre Mercier

Angers

Samedi 13 avril
à partir de 15 heures
Salle Aragon
1, rue Joseph-Bara
à Trélazé
À 18 heures, débat avec Nathalie Arthaud

Mulhouse

Dimanche 14 avril
à partir de 11 h 30
Complexe sportif (CMCAS)
Chemin de Brunstatt
à Rixheim
À 15 h 30, débat avec Jean-Pierre Mercier



VICTORIA VIENNET

La liste Lutte ouvrière : **vive l'internationalisme !**

À la faveur des discussions sur un possible élargissement de l'Union européenne à l'Ukraine, divers dirigeants politiques s'y sont opposés, au nom de la défense des intérêts des travailleurs.

Pour Léon Deffontaine, qui conduira la liste du Parti communiste aux élections européennes, on ne peut pas prétendre défendre les travailleurs français « quand on est prêt à les sacrifier en les mettant en concurrence avec des travailleurs payés au lance-pierres ». Le député de la Somme François Ruffin, quant à lui, refuse l'idée de « signer les yeux fermés » pour l'adhésion de l'Ukraine où le « salaire moyen mensuel est de 373 euros ».

Il est vrai que l'intégration à l'Union européenne de pays comme la Pologne, la Roumanie ou la Slovaquie a facilité les bonnes affaires que les capitalistes des pays européens occidentaux dominants, dont la France, pouvaient réaliser. Ils ont non seulement mis la main sur les marchés et les secteurs de l'économie les plus rentables, mais y ont aussi délocalisé des usines.

Mais, avec ou sans Union européenne, c'est l'ADN des capitalistes que d'installer leurs productions là où ce sera le plus rentable pour eux. Depuis que le

capitalisme existe, il entretient les divisions qui lui permettent d'imposer des sacrifices à tous les travailleurs et d'augmenter les profits en conséquence. Sans passer une frontière, ni même sortir d'un atelier, les patrons ne se privent pas de mettre en concurrence les embauchés et les précaires, ceux qui restent en contrat avec l'entreprise et ceux qui sont externalisés, quand ce ne sont pas les femmes et les immigrés.

Quand il s'agit de faire payer les travailleurs pour assurer leurs profits, les capitalistes ne tiennent aucun compte des frontières. Stellantis est à l'offensive contre les ouvriers de ses usines, en Italie comme en France. Et, des deux côtés des Alpes, la direction joue le même petit jeu pour faire croire aux ouvriers qu'ils pourraient peut-être éviter le chômage s'ils étaient plus performants ou plus dociles que leurs « concurrents étrangers ». À ce jeu-là, seuls les actionnaires sont gagnants, quelle que soit

leur nationalité !

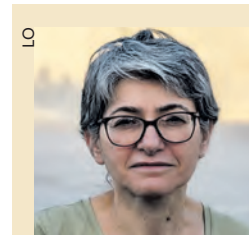
L'argent pour conserver les emplois et verser des salaires décents n'est pas dans les poches des travailleurs de Pologne, de Roumanie, d'Ukraine ou d'ailleurs, mais dans celles des capitalistes. Et pour les contraindre à prendre sur

leurs profits, tous les travailleurs sont des alliés de combat.

Ce n'est pas contre l'Union européenne qu'il faut se battre, mais pour une véritable Europe des travailleurs. Dans la campagne des élections européennes, la liste Lutte ouvrière,

conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, sera la seule à opposer l'internationalisme de la classe ouvrière et sa perspective révolutionnaire aux arguments nationalistes et protectionnistes des uns et des autres.

Nadia Cantale



Nadia Bouhami : "ce ne sont pas les Bolloré qui vident les poubelles"

Brancardière à l'hôpital à Lyon, je serai candidate sur la liste Lutte ouvrière. Le travail que je fais est un travail physique. Nous transportons sur tout le site des patients parfois très lourds, en devant toujours aller plus vite. On court ainsi entre 12 et 15 kilomètres par jour. Aux Jeux Olympiques, on peut avoir une médaille d'or pour cela. Mais nous, même l'argent sur la paie on ne l'a pas.

À l'hôpital, nous sommes majoritairement d'origine étrangère. Ma famille est d'origine algérienne. Dans

la sous-traitance comme au nettoyage, les salariés viennent des pays du Maghreb ou de l'Est européen. Chez les soignants, des médecins ou des internes viennent d'Europe ou du Moyen-Orient.

Français ou pas, nous sommes tous indispensables et, sans nous, l'hôpital ne fonctionne pas. C'est là qu'est notre force. Depuis des mois, les politiciens font de la démagogie contre les travailleurs étrangers. Cela a abouti à la loi Immigration, qui me révolte. Le gouvernement et les patrons voudraient nous faire croire que le manque de

personnel, la faiblesse de nos salaires et la précarité seraient dus aux immigrés !

Pour nous, les seuls indésirables, sont les capitalistes qui s'enrichissent grâce à notre travail et qui décident de nos vies. À l'hôpital comme ailleurs, Français ou pas, nous sommes avant tout des travailleurs, la classe sociale qui produit toutes les richesses. Ce ne sont pas les Bolloré ni les Lagardère qui vident les poubelles, soignent ou produisent. Nous sommes à la base de la société, alors c'est à nous de décider et de la gérer. Pour moi, c'est cela être communiste.

Parade militaire sur le plateau

Le premier débat télévisé pour les élections européennes a été organisé jeudi 14 mars sur la chaîne Public Sénat.

Le critère de sélection des participants était, semble-t-il, d'avoir au moins un élu au Parlement européen sortant, ce qui a permis à Marion Maréchal, pour Reconquête!, de venir déverser sa bile réactionnaire sur le plateau, car Nicolas Bay, transfuge du RN, sur la liste duquel il avait été élu à Strasbourg en 2019, a rejoint le parti de Zemmour lors de dernière élections présidentielles. Nathalie

Arthaud ou Jean-Pierre Mercier, têtes de la liste Lutte ouvrière – le camp des travailleurs, pourtant annoncée depuis décembre dernier, n'ont pas été invités.

Un des moments les plus éclairants du débat a porté sur la guerre en Ukraine. Les représentants des listes de gauche – PS, PCF, ELVV, LFI – se sont axés sur les liens entre le RN et le Kremlin, faisant front commun avec la

tête de la liste présidentielle, dans un scénario que l'on aurait dit écrit par Macron en personne. Il faut dire que le RN avait envoyé, à la place de Jordan Bardella, le client tout désigné pour cet assaut : ex-ministre de Sarkozy passé à Le Pen en 2019, Thierry Mariani a toujours revendiqué ses amitiés russes et son inclination envers Poutine. Il a défendu sans ciller la position du RN, finalement pas si éloignée des représentants des partis de gauche, soutenant la nécessité d'envoyer

des armes à l'Ukraine, tout en dénonçant comme irresponsables les déclarations de Macron sur la possibilité d'envoyer des troupes au sol.

En fait, ce débat illustre le fait que, du PCF au RN, tous les partis aspirant à accéder au pouvoir pour servir les intérêts de la bourgeoisie sont pour le soutien militaire à l'Ukraine. Les critiques faites aux déclarations va-t-en-guerre de Macron, qu'elles viennent de la gauche ou du RN, visent, par opportunisme électoral,

à récupérer le sentiment d'hostilité au président de la République et les craintes d'une large partie de l'opinion à l'évocation de la guerre. Mais tous ont montré que, par-delà les divergences affichées, ils avaient en commun de vouloir défendre « les intérêts de la France », formule qui sert à dissimuler les intérêts de l'impérialisme français au nom desquels les travailleurs sont appelés à se sacrifier.

Boris Savin

CAC40 : les actionnaires à la fête

Au moment où le gouvernement décide en urgence de coupes budgétaires importantes, la Bourse de Paris et les principales places financières de la planète volent de record en record.

Déjà en hausse de plus de 8 % depuis le début de l'année, le CAC 40 a battu des records presque chaque jour. Les places financières de Wall Street, Francfort, Tokyo, Milan s'envolent aussi vers les sommets, et les financiers ne cessent de revoir leurs prévisions à la hausse, tant les bénéfices sont exceptionnels.

Pour les 38 entreprises du CAC 40 ayant publié leurs comptes dernièrement, les bénéfices nets se sont élevés à 153,6 milliards d'euros en 2023 : près de 12 milliards de plus que le précédent record établi en 2022. Les dividendes se maintiennent autour de 68 milliards d'euros, mais les rachats d'actions

atteignent 30,1 milliards, en hausse de 25 % en un an. Les sommes ainsi distribuées aux actionnaires dépassent largement, par exemple, l'ensemble des dépenses de l'État destinées à l'enseignement scolaire.

Les marges atteignent des sommets pour Total, Veolia, Hermes, L'Oréal, Renault, Schneider, Safran ou Stellantis. Si TotalEnergies reste, avec 19,3 milliards d'euros, le champion des bénéfices, la multinationale est désormais talonnée par Stellantis (18,6 milliards). Les représentants des actionnaires de celle-ci ont d'ailleurs su exprimer leur gratitude au PDG Carlos Tavares, en l'élevant au rang

de patron le plus cher du CAC 40, gagnant 100 000 euros par jour. Mais la vraie palme d'or financière revient au groupe américain Nvidia, concepteur de processeurs informatiques, dont la valeur en Bourse a grimpé de 280 milliards de dollars le jour de la publication de ses résultats.

Croulant sous les profits, les grands groupes capitalistes qui dominent l'économie poursuivent leur marche en avant, par la vampirisation des fonds publics, l'écrasement des sous-traitants – petits paysans compris –, le maintien des salaires en dessous de l'inflation et même de nouvelles suppressions d'emplois : 1 300 postes en moins sont annoncés à Thales, 900 en moins à la Société générale, un objectif de 2,7 milliards d'euros d'économies en quatre ans à



Euronext La Défense.

la BNP, 10 000 suppressions de postes en Europe chez Forvia (ex-Faurecia)... Les bénéfices qui n'auront pas été distribués directement aux actionnaires serviront à de nouvelles opérations de rachat et à une concentration de l'économie en un nombre de mains encore plus réduit : après l'assureur AXA, Saint-Gobain et Bouygues annoncent des rachats d'entreprises en Australie et en France, avec

de nouvelles suppressions d'emplois à la clé.

Face à cette situation, où les champions triomphent « dans une arène qui se dégrade », un éditorialiste du journal *Le Monde* s'inquiète que grandisse le nombre de ceux qui cèdent à la « tentation » de dénoncer les actionnaires qui s'enrichissent « au détriment de la collectivité », ce qui est pourtant la réalité.

Sacha Kami

Bouclier tarifaire : au bonheur des trusts de l'énergie

La Cour des comptes vient de publier un rapport indiquant que les mesures constituant le bouclier tarifaire ont coûté 36 milliards de financement net à l'État de 2021 à 2024.

Ce dispositif était censé protéger les consommateurs des effets de la hausse mondiale des prix de l'énergie. Le rapport montre bien qu'il a surtout permis aux trusts de l'énergie, aux producteurs, aux fournisseurs et aux intermédiaires de se répartir 30 milliards d'euros de bénéfices.

Depuis 2021, les trusts de l'énergie ont raflé la mise, avec l'explosion de la spéculation sur le prix de l'électricité et du gaz. Entamée avant même la guerre en Ukraine, la hausse des prix sur les marchés de gros européens avait déjà atteint +460 % en 2021. Le prix du

gaz a ensuite été multiplié par sept. Celui de l'électricité l'a été par dix, sans que les coûts de production aient particulièrement augmenté. De toute façon, pour une très large part, les fournisseurs livrant de l'électricité aux clients français, particuliers ou entreprises, ont bénéficié depuis 2011 de « l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) », sous forme de volumes d'électricité cédés par EDF à un prix de 42 euros/MWh, indépendant des prix de marché.

Cela n'a pas empêché les mêmes fournisseurs, durant toute la période

2021-2023, d'augmenter les factures d'électricité ou de gaz. Le prétendu bouclier tarifaire, mis en place par le gouvernement depuis 2021, chargeait les fournisseurs eux-mêmes de mettre en œuvre le dispositif. Il a surtout servi de bouclier aux surprofits des trusts. La Cour des comptes relève avec euphémisme qu'avec ce système « la complète répercussion des soutiens publics, d'abord versés aux fournisseurs et distributeurs, n'est pas garantie pour les clients finaux ». C'est le moins qu'on puisse dire, puisque le même rapport estime que, concernant l'électricité, « la somme des factures acquittées par les consommateurs et des prises en charge publiques de prix de détail excéderait globalement de près de 37 milliards d'euros la somme des coûts de production nationaux, des coûts commerciaux et des importations nettes sur 2022-2023 ».

Le rapport parle d'effet d'aubaine. Il s'agit d'un vol gigantesque opéré dans les poches des travailleurs, à la fois comme consommateurs et comme contribuables, avec la complicité totale de l'appareil d'État.

Christian Bernac

BFM-TV, RMC : la liberté d'expression d'un milliardaire

Rodolphe Saadé, propriétaire de la société de transport maritime CMA-CGM, basée à Marseille, annonce qu'il va racheter, pour 1,5 milliard d'euros, un groupe de médias qui appartenait au milliardaire Patrick Drahi et qui comprend notamment la radio RMC et BFM-TV, la chaîne d'informations actuellement la plus regardée.

Rodolphe Saadé est devenu la cinquième fortune de France grâce aux profits de sa société CMA-CGM, se montant à plus de 23 milliards d'euros pour la seule année 2022. Depuis deux ans, il a commencé à s'intéresser à l'acquisition de médias, avec le rachat du quotidien *La Provence* et de 10 % du capital de M6.

Déjà ami de Macron, Saadé consolide ses réseaux dans la tradition des grands patrons établissant des liens privilégiés avec les responsables politiques. En 2004, quand Serge Dassault

avait acheté *Le Figaro*, c'était pour « exprimer son opinion » et y développer des « idées saines », avait-il expliqué. Quelque temps plus tard, lorsque la rédaction, pourtant pas rebelle au capitalisme, avait manifesté sa grogne, il s'était indigné : « Pourquoi la liberté de parole serait aux journalistes et pas aux actionnaires ? C'est quand même extraordinaire, ça ! »

Un empire de médias permet en effet de peser sur l'opinion. Le très conservateur et catholique Bolloré se sert de la chaîne CNEWS pour diffuser ses idées d'extrême droite. D'autres se contentent de favoriser leurs amis parmi les politiciens, des amitiés souvent intéressées dont ils attendent des retours. Saadé n'est pas le premier capitaliste à vouloir faire main basse sur des médias, et il ne sera pas non plus le dernier.

Jean Sanday



Enseignement: **Attal persiste et signe**

En visite dans un collège de Chartres, jeudi 14 mars, Attal et sa ministre de l'Éducation, Belloubet, ont réaffirmé leur volonté de maintenir leur réforme. Alors que la contestation continue, avec de nombreuses grèves et manifestations, les textes officiels sont parus dimanche 17 mars.

Depuis des semaines, les enseignants, les élèves et les parents mobilisés dénoncent la réforme du gouvernement qui entraînerait une désorganisation complète des enseignements, le tri des élèves répartis en groupes de niveau sans les moyens humains qui permettraient un réel accompagnement des élèves les plus en difficulté. Obligée de reculer devant la contestation et aussi devant l'impossibilité de mettre en œuvre une telle réforme, Belloubet a obtenu que le texte officiel parle de « groupes constitués en fonctions des besoins des élèves identifiés par les professeurs ». Attal, lui, a déclaré qu'il n'y avait aucun recul et que les « groupes de niveau » seraient mis en place.

Pour tenter de convaincre les chefs d'établissement d'appliquer cette réforme au contenu devenu très flou, Attal et Belloubet ont insisté

sur l'autonomie dont les établissements pourraient bénéficier. Cette autonomie signifierait que les collèges, principaux concernés par la réforme, pourraient tous être organisés différemment, selon le bon vouloir des chefs d'établissement.

Quant aux maigres moyens alloués, les ministres ont annoncé qu'il y aurait 2 300 enseignants supplémentaires, pour 6 950 collèges et plus de trois millions de collégiens. Se voulant rassurant, Attal a déclaré: « Si on se rend compte que dans tel établissement, dans telle académie, il y a besoin d'un peu de postes supplémentaires parce qu'il y a plus d'élèves en difficulté, évidemment on sera au rendez-vous. » Mais, pour permettre de faire face aux difficultés des élèves, il faudrait beaucoup de postes supplémentaires, des enseignants, des infirmières scolaires, du personnel de service...



À Paris, le 19 mars.

Le gouvernement est capable de sortir des milliards pour acheter des armes et des équipements guerriers. Par contre il se refuse à augmenter les moyens pour éduquer convenablement les élèves, en particulier dans les quartiers populaires. Heureusement, les principaux concernés sont déterminés à ne pas laisser passer une telle attaque, et la mobilisation continue, notamment en Seine-Saint-Denis.

Camille Paglieri

Sciences Po: **silence dans les rangs**

L'organisation d'une réunion de soutien au peuple palestinien par un groupe d'étudiants de Sciences Po, grande école parisienne, a fourni un nouveau prétexte à Macron et ses ministres pour faire un amalgame entre la solidarité envers les Palestiniens et l'antisémitisme.

Un événement au départ minime a été monté en épingle et a donné lieu à une série de déformations et même de véritables mensonges. Le comité Palestine n'ayant pas obtenu de salle pour se réunir, il s'est installé, mardi 5 mars, dans un amphithéâtre: cela a été rebaptisé « occupation » par la direction de l'école et les médias. Une étudiante membre de l'Union des étudiants juifs de France a été bloquée à l'entrée, parce que les participants craignaient qu'elle ne diffuse des images sur les réseaux sociaux, comme elle l'avait déjà fait auparavant: c'est devenu une agression antisémite, alors que l'étudiante elle-même a finalement admis avoir pu rentrer dans la salle et reconnu qu'elle n'avait pas entendu d'insultes à son égard.

Une manifestation de protestation, organisée le jeudi 7 mars, a été interdite, l'école fermée et les rues bloquées par une armada de CRS et policiers. L'affaire a entraîné un déversement d'insultes contre les

étudiants de Sciences Po, désignés comme « islamogauchistes » et « wokistes » par les médias, qui ont fait le siège de l'école pendant plusieurs jours. Attal y est allé de sa leçon de morale, déclarant que « le poisson pourrit par la tête », et Macron a dénoncé comme « inqualifiables et parfaitement intolérables » des propos... qui n'ont jamais été tenus.

En calomniant des étudiants révoltés par les bombardements israéliens, le gouvernement veut en réalité faire taire ceux qui contestent son soutien au massacre en cours à Gaza. Il adresse aussi un message à ces jeunes censés devenir des cadres de la société bourgeoise, Attal et Macron étant d'ailleurs eux-mêmes d'anciens élèves de Sciences Po: restez dans le rang! Dans l'école, cet épisode a d'ailleurs conforté les étudiants les plus réactionnaires, qui se sentent plus libres d'afficher publiquement leurs idées. Mais elle a aussi entraîné des discussions parmi ceux qui ont été choqués de voir ces mensonges étalés à la une des journaux.

Cette affaire montre en tout cas clairement, s'il en était besoin, que, dans la bouche de Macron et consorts, « démocratie » et « liberté d'expression » signifient « Garde à vous, et tous derrière nous! ».

Claire Dunois

Morbihan: **parents et enseignants contre les groupes de niveau**

Dans la région de Lorient, parents et enseignants se mobilisent contre la mise en place de groupes de niveau, prévue pour la rentrée prochaine en français et en mathématiques pour tous les élèves de 6^e et 5^e.

Un collectif regroupant des enseignants d'une vingtaine de collèges ainsi que des représentants de parents s'est mis en place pour dire non à ce tri sélectif des élèves. Les initiatives

locales devant les établissements se multiplient. Samedi 16 mars, parents, grands-parents d'élèves et enseignants du secteur se sont retrouvés à 250 à Plouay, à l'appel des parents

et collègues de ce petit collège rural. Le défilé dans les rues du centre-bourg était ouvert par le tracteur de parents arborant les slogans « Gabriel Attal, on ne veut pas de ta réforme », et « Nos enfants ne sont pas des déchets », suivi d'élèves transportant des poubelles de tri sélectif. La manifestation s'est terminée par un pique-nique offert par les commerçants sollicités pour l'occasion.

Ce rassemblement dynamique a été l'occasion de multiples discussions sur la suite nécessaire pour s'opposer à ce que tous voient comme un tri social dès le plus jeune âge. Des rendez-vous s'organisent pour des réunions publiques et des rassemblements à venir devant d'autres établissements du secteur.

Correspondant LO



Mayotte : la répression s'accroît

Les barrages des collectifs Forces vives, qui ont bloqué l'île pendant plus d'un mois, ont été levés fin février. Mais que signifie le « retour à la normale » à Mayotte ?

Les attaques de l'État contre les pauvres ont repris de plus belle. Le nouveau préfet, proche de Balkany et Darmanin, joue à l'homme fort en affirmant dès son arrivée vouloir « faire du Wuambushu tout le temps ». Wuambushu est l'opération contre les pauvres et les étrangers menée au printemps dernier, à grand renfort de CRS et de gendarmes mobiles, pour détruire les bidonvilles et expulser des travailleurs vers les Comores voisines. Un Wuambushu 2 était annoncé et, contrairement à bien des annonces de l'État, celle-là a été mise en œuvre, avec zèle.

Le 5 mars, 200 personnes se sont retrouvées à la rue, à la suite de la destruction de leurs maisons de tôle dans le bidonville d'Hamouro. Les services de police se vantent aussi d'avoir rafilé plus de 700 personnes sans papiers en dix jours. Parmi elles, combien de parents ont été expulsés aux Comores, obligés d'abandonner leurs enfants à Mayotte, ou de les confier à un proche qui a déjà du mal à joindre les deux bouts ? Cela, le tweet victorieux de la police ne le précise pas. Dans le même temps, les policiers réalisent une opération coup de poing contre les motos-taxis. En confisquant

les motos, ils privent de leur seul gagne-pain les travailleurs étrangers qui ont déjà dû survivre sans pouvoir sortir de chez eux pendant plusieurs semaines, à cause des barrages.

Alors que la misère grandit toujours plus sur l'île, où près de 9 % des enfants souffrent de malnutrition, l'État choisit de mettre encore plus de moyens dans la répression. Pour assurer le « rideau de fer maritime » promis par Darmanin, des drones sont commandés. Contre les gangs, une nouvelle force de police est en cours de constitution « entre le Raid et la BAC », qui aura carte blanche contre les jeunes des quartiers pauvres, le préfet ayant déclaré à leur propos : « Il faut leur casser les reins,



Débris du village d'Hamouro début mars.

puisque'ils veulent casser la République. » Cela n'arrêtera pas les bandes qui prospèrent sur la misère : 42 % de la population doit se débrouiller avec moins de 156 euros par mois !

Pour une fraction de la jeunesse sacrifiée de l'île, la seule issue semble être de rejoindre ces gangs, ou de se prostituer. La violence qui se déchaîne est le produit d'un ordre social qui plonge des milliers de travailleurs dans le dénuement le plus

complet, pendant que des fortunes s'accroissent à l'autre pôle de la société.

Dans ce contexte, le rôle de l'État français apparaît crûment : alors qu'il laisse l'île s'enfoncer toujours plus dans la misère, il sort une matraque de plus en plus grosse, pour s'en prendre aux plus pauvres et aux plus précaires. Les travailleurs de Mayotte n'ont rien à attendre de sa politique.

Tania Lemel

Migrants : victimes d'une politique criminelle



L'enquête ouverte suite à la mort d'au moins 27 personnes dans la Manche en novembre 2021 révèle que, lors du naufrage, l'équipage de la Marine nationale n'écoutait pas le canal radio de détresse.

Après de nombreux appels des migrants présents sur le bateau pneumatique, le centre de secours britannique avait émis quatre messages d'alerte demandant à tous les bateaux sur zone de porter assistance à l'embarcation. En dépit de l'absence durant sept heures de veille de la fréquence de détresse, ces messages étaient tout de même parvenus aux militaires français

via des alertes radio, sans que cela les incite à intervenir. Au contraire, l'un d'eux a même déclaré : « Pas de panique, (...) on n'est pas payés au Zodiac non plus. »

Rien ne garantit que les militaires coupables de cette négligence criminelle soient jugés un jour. En revanche, ceux qui encouragent par leur politique de tels comportements ne seront jamais inquiétés. En empêchant les migrants de franchir les frontières et en organisant leur traque systématique, Macron, Darmanin et leurs semblables de l'autre côté de la Manche transforment les mers en cimetières.

David Mencas

La Courneuve : bavure policière mortelle

La mort de Wanys, 18 ans, renversé le 13 mars sur son scooter par une voiture de police, a suscité une émotion dans la population de La Courneuve, en Seine-Saint-Denis.

Les policiers impliqués ont immédiatement déclaré qu'ils n'étaient responsables en rien de la mort de ce jeune homme et des blessures graves de son passager. Selon eux, le scooter aurait refusé d'obtempérer. Puis au cours d'une course poursuite vers Aubervilliers, une voiture de police déviée par un autre véhicule aurait donc percuté le scooter. Tout serait donc de la faute à pas de chance, et surtout pas de la police.

Depuis la mort de Nahel à

Nanterre en juin 2023, abattu par un motard, et les émeutes qui ont suivi, les plus cowboys des policiers ont certainement eu la consigne de modérer leur hargne anti-jeunes. Mais, la police étant ce qu'elle est, de nouvelles bavures mortelles devaient nécessairement se reproduire.

À La Courneuve, la justice a immédiatement donné crédit aux témoignages des policiers et son enquête s'oriente vers des causes purement accidentelles. Or, au fil des jours, des témoignages ont contredit la version policière. La famille de Wanys a porté plainte et annonce une « marche blanche » en son honneur.

Le sentiment d'injustice explique sans doute qu'une

cinquantaine de jeunes s'en soient pris à coups de mortier d'artifice au commissariat de La Courneuve dans la soirée du 17 mars. Les dégâts ont été faibles, mais le déploiement policier qui a suivi impressionnant. Le préfet de police s'est déplacé pour apporter « toute sa solidarité aux policiers ». Neuf jeunes ont été mis en garde-à-vue, un traitement que n'ont pas subi les policiers qui ont percuté le scooter de Wanys...

Ce sont à présent les élus locaux de ces quartiers populaires qui tâchent d'éviter un éventuel embrasement, qu'une police gardienne de l'ordre social aurait une fois de plus provoqué.

Lucien Détroit

Amiante : encore un recours des victimes repoussé

Une fois de plus, la justice a pris parti contre les travailleurs victimes d'un empoisonnement par l'amiante.

En 1997, l'Association régionale de défense des victimes de l'amiante (Ardeva) avait déposé une plainte contre l'ancienne direction des chantiers navals de la Normed de Dunkerque, où les travailleurs malades se comptent par milliers.

Un non-lieu éteignant la poursuite avait été prononcé par un tribunal en 2005. Puis, suite aux marches des veuves organisées alors, le parquet avait accepté d'ouvrir une nouvelle information judiciaire, traitée par le pôle de santé publique de Paris.

En 2021, un nouveau non-lieu avait été prononcé, confirmé par la chambre d'instruction

de la cour d'appel de Paris en 2022. Et c'est enfin la Cour de cassation qui vient de repousser, le 12 mars, le pourvoi présenté contre cette décision.

Comme le dit l'Ardeva, la justice fait tout pour se débarrasser du dossier de l'amiante et des 3 000 morts par an que son utilisation par le patronat cause toujours en France.

Correspondant LO

Russie: Poutine réélu, et après ?

Sans surprise, Poutine a été réélu président avec près de 88 % des voix et une participation des électeurs de 73,33%. C'est ce que le Kremlin a prétendu, après trois jours de vote et des opérations de décomptage qui ont eu lieu sans aucun contrôle, même celui, bien limité, de quelques observateurs indépendants.

Dans les grandes villes, les directions des entreprises et des administrations avaient fait pression pour que leurs salariés et employés indiquent s'ils allaient voter, où, quel jour, à quelle heure. C'était une menace à peine voilée sur les indécis. Côté carotte, à son habitude, le pouvoir avait aussi organisé un peu partout des tombolas sur les lieux de vote. Mais les réseaux sociaux ont aussi fait des micro-reportages édifiants. Ainsi, dans un secteur de production d'une usine de Moscou, sur dix ouvriers, trois seulement s'apprêtaient à aller voter. Il est vrai

qu'on ne peut généraliser cet exemple, même si d'autres vont dans le même sens.

Après avoir écarté tout candidat ayant l'air tant soit peu opposé à sa politique, Poutine a récolté un grand nombre de voix parmi les bureaucrates et les nantis, cela va de soi, mais aussi dans les couches populaires. Il s'agit sans doute là moins d'un vote de confiance, comme cela a pu être le cas à une époque, que d'un vote de peur. Peur de la répression qui frappe quiconque émet une critique du pouvoir. Peur aussi, et le pouvoir a joué là-dessus, d'une défaite militaire que la



population assimile à des sacrifices matériels et humains consentis en vain, ainsi qu'à une promesse d'aggravation de sa situation.

En ayant liquidé toute forme légale ou tolérée de contestation, Poutine a lié le sort du régime et le sien à la guerre. Cela se manifeste par des mesures de plus en plus impopulaires, tel l'élargissement de la mobilisation. Il disait s'y refuser avant l'élection, mais il pourrait y procéder sous peu, comme il avait augmenté la TVA à 20 % juste après la présidentielle de 2018. Cette fois, les travailleurs devront d'autant plus se serrer la ceinture que l'inflation ronge leur pouvoir d'achat, alors que le Kremlin a déjà fortement réduit les budgets sociaux, celui de la guerre absorbant la moitié des recettes

de l'État. Le résultat est que, privés de tout moyen légal d'exprimer leur mécontentement, des citoyens russes l'expriment parfois de façon plus radicale. Même dans des milieux autres que ceux de la petite bourgeoisie, de l'intelligentsia et de la jeunesse estudiantine, qui ont dans un passé récent formé le gros des manifestants anti-Kremlin, certains en viennent à des actions qui défraient la chronique judiciaire.

C'est le cas de ces électeurs que des vidéos ont montrés, dans plusieurs villes, jetant de la teinture dans des urnes électorales ou y mettant le feu, en sachant que la police leur tomberait dessus. Il y a aussi cette retraitée de Perm, grande ville industrielle de l'Oural, qui a incendié un poste de recrutement militaire. Arrêtée, elle a dit avoir

voulu dénoncer le fait qu'elle n'arrive plus à payer son loyer avec sa pension.

Pareils exemples se multiplient depuis la guerre en Ukraine, dans des régions et des secteurs de la société qui n'avaient pas une réputation contestataire. En Bachkirie, une foule ouvrière a récemment affronté la police, qui a dû – chose rarissime depuis trente ans – faire usage de gaz contre les manifestants. Mais ces actions ont le plus souvent un caractère individuel, inorganisé, voire désespéré.

Parce que la guerre et les oligarques l'exigent, le pouvoir russe ne peut qu'accroître ses attaques contre la population laborieuse. Face à cela, elle devra retrouver la voie de l'organisation et du combat collectif pour ses intérêts de classe.

Pierre Laffitte

Union européenne: facilité pour la guerre

Mercredi 13 mars, les 27 dirigeants de l'Union européenne ont fini par se mettre d'accord sur une réforme du mécanisme financier appelé Facilité européenne pour la paix (FEP).



JF BADIAS SIPA

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

Tout comme les plans de sauvegarde de l'emploi sont en fait des plans de licenciements, ce fonds « pour la paix » est en réalité un fonds pour la guerre. Ce mécanisme a été mis en place en mars 2021, près d'un an avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, preuve que les dirigeants impérialistes n'ont pas eu besoin de Poutine pour commencer à se préparer à la guerre.

La réforme adoptée le 13 mars crée un fonds spécifique pour l'Ukraine au sein de la FEP, doté de 5 milliards d'euros. Sur ce budget, un milliard serait consacré à l'achat commun de

munitions, drones et autres engins de mort. Le reste servirait à rembourser les États qui ont cédé une partie de leurs stocks et à passer de nouvelles commandes.

La France a obtenu que les armes ainsi commandées soient fabriquées en Europe, donc en grande partie par ses marchands d'armes puisqu'ils occupent une position dominante sur le continent. L'Allemagne, qui est un des principaux contributeurs de la FEP, a quant à elle obtenu que l'accord bilatéral qu'elle a passé avec l'Ukraine soit déduit de sa participation.

Le moindre accord nécessite toujours des négociations longues et laborieuses, tant chaque pays bataille pour défendre les intérêts de ses industriels. Il aura fallu neuf mois pour mettre au point celui-ci, alors que la somme en jeu – 5 milliards d'euros – est ridiculement faible comparée aux budgets militaires nationaux des uns et des autres.

Mais, séparément ou ensemble, les principales puissances du continent amassent des armes et veulent être prêtes pour la guerre.

Camille Paglieri

Irlande: la Constitution contre les femmes

Samedi 9 mars, le lendemain de la journée pour les droits des femmes, les Irlandais ont rejeté par référendum la proposition de modifier deux amendements à la Constitution de 1937 concernant la place des femmes dans la société.

Le gouvernement, soutenu par les principaux partis, avait voulu dépoussiérer un peu cette Constitution archaïque rédigée à une époque où l'influence de l'Église catholique était particulièrement pesante. La famille y est considérée comme étant « le groupe naturel, primaire et fondamental de la société, et une institution morale possédant des droits inaliénables et

imprescriptibles », que l'État doit « protéger contre toutes les attaques ». Un autre article « reconnaît que, par sa vie au foyer, la femme apporte à l'État un soutien » et que celui-ci « doit veiller à ce que les mères ne soient pas obligées de travailler, en négligeant les devoirs de leur foyer. »

Les modifications proposées visaient à élargir la notion de famille, en y incluant d'autres formes de liens,

comme le concubinage, et de supprimer les mots de « femme » et « mères » du second article, faisant ainsi porter par tous les membres de la famille le soin de veiller aux plus fragiles.

Il y a cinq ans, les Irlandais avaient approuvé à plus de 66 % le référendum instituant le droit à l'avortement, mais cette fois la modification constitutionnelle a été rejetée. Comme pour démontrer que les femmes irlandaises devront imposer leurs droits par la lutte, quels que soient les textes de loi.

Marianne Lamiral

Gaza : terrorisme d'État financé par l'impérialisme

L'armée israélienne continue, jour après jour, à écraser sous les bombes et les chenilles des chars la population de Gaza. Sans avoir souscrit explicitement aux appels des dirigeants d'extrême droite à « raser Gaza », le gouvernement de Netanyahu s'y emploie, sous le prétexte d'éradiquer le Hamas.

Le 18 mars, alors que la zone nord de la bande a déjà été tapissée de bombes et investie par des commandos israéliens, alors que le

gouvernorat incluant la ville de Gaza est aux trois quarts en ruines, un raid aérien puis terrestre a été lancé contre l'hôpital al-Chifa, situé dans

ce secteur. Il avait déjà subi un premier assaut en novembre 2023. Or l'hôpital servait de refuge à environ 30 000 personnes qui n'ont pu fuir vers le sud. Le bilan de cette nouvelle opération terroriste de l'État israélien se solde par plusieurs dizaines de morts, de blessés, des passages à tabac, des arrestations, et un communiqué triomphant du gouvernement qui se vante

d'avoir éliminé plusieurs terroristes du Hamas.

En plus de cinq mois d'offensive guerrière ininterrompue, le bilan de Netanyahu et de l'état-major israélien, selon le ministère de la Santé de Gaza, est de 31 700 Palestiniens tués, dont 13 500 enfants, des dizaines de milliers de blessés et des milliers de corps encore ensevelis sous les décombres. La bande de Gaza a été rendue quasiment inhabitable, et des photos aériennes montrent que 55 % des bâtiments sont détruits ou endommagés.

Malgré toute la violence déployée et l'ampleur des destructions, le gouvernement israélien ne peut se prévaloir d'aucun succès, que ce soit pour récupérer les otages détenus à Gaza ou pour éliminer les combattants du Hamas. La vie des Palestiniens de Gaza, réfugiés au sud ou demeurés au nord, frappés par la famine, le manque d'eau et du minimum nécessaire, est devenue un enfer. Et c'est bien là le seul véritable objectif des dirigeants israéliens : terroriser les Palestiniens.

Les grands de ce monde, Biden, Macron et autres Josep Borrell, dirigeant de la diplomatie européenne, prétendent s'émouvoir du sort des Palestiniens. Mais ils maintiennent leur soutien à la politique de l'État israélien, y compris en continuant à le financer et à lui livrer de l'armement. Que valent leurs pieux appels à un cessez-le-feu, à un accord sur la libération des otages, afin que l'aide aux civils de Gaza puisse être acheminée ? En réalité, ils ne font rien pour contraindre Netanyahu à mettre fin à la guerre.

Leur souci, aux uns comme aux autres, est de préparer l'après-guerre sur les ruines fumantes de Gaza, sans que la politique d'Israël s'infléchisse. Et, pendant que se déroulaient à Doha des négociations entre responsables israéliens, qatariens, dirigeants du Hamas, sous l'œil d'homologues égyptiens, l'état-major israélien préparait sa future offensive contre Rafah, ville du sud de Gaza où se sont réfugiés plus d'un million de Palestiniens.

Viviane Lafont



ARIEL SCHALIT AP

Un char israélien à la frontière de Gaza, le 19 mars.

Congo : minerais de sang pour les trusts

Dans le Nord-Kivu, en République démocratique du Congo, sept millions de personnes ont dû quitter leur ville pour s'enfuir toujours plus loin. Depuis trente ans la guerre n'a pas cessé dans cette région.

Le conflit s'est encore intensifié ces derniers mois, mettant aux prises l'armée congolaise et le groupe rebelle M23 soutenu par le Rwanda. La France porte une responsabilité écrasante dans la genèse de cette interminable guerre. En 1994, après avoir soutenu et armé le gouvernement génocidaire rwandais, l'armée française avait protégé la fuite au Congo des milices hutus qui venaient de massacrer 800 000 Tutsis. Celles-ci y prirent le contrôle des camps de réfugiés et s'attaquèrent aux populations locales d'origine tutsi, suscitant en retour la création de groupes d'autodéfense. Ce furent les prémices des deux guerres du Congo. En 1996 l'armée rwandaise, alliée à celle de l'Ouganda, pénétrait dans le pays, marchait sur la capitale Kinshasa et y renversait le dictateur Mobutu. Deux ans plus tard, le nouveau dictateur, Laurent

Désiré Kabila, procédait à un changement d'alliances et provoquait ainsi une nouvelle guerre, mettant cette fois aux prises les armées de sept pays africains et une multitude de groupes armés, faisant des millions de morts dans la population.

Malgré une paix officiellement signée en 2002, la guerre n'a jamais cessé dans la région du Nord Kivu. Le M23 a de lointaines origines parmi les Tutsi qui après 1994 se défendaient contre les génocidaires hutus mais, après avoir été un temps intégrés dans l'armée congolaise, puis s'être mutinés, ses membres ne sont plus depuis longtemps qu'une bande de prédateurs alliée au Rwanda. L'armée congolaise est pour sa part appuyée par des milices dites Wazalendo, formées à l'appel du président congolais Tshisekedi pour prétendument « se défendre contre l'invasion étrangère ».

La population est prise entre ces bandes armées qui font régner la terreur, et les habitants terrorisés ne savent plus où se réfugier. Beaucoup de fuyards ont pris le chemin des camps installés en Ouganda, en si grand nombre que les organisations humanitaires n'ont plus aujourd'hui de quoi les nourrir. D'autres se sont réfugiés à Goma, la capitale régionale encerclée par le M23, mais ne trouvent là aucune sécurité, en butte aux exactions des soldats congolais et des wazalendos.

Derrière cette guerre sans fin, il y a les richesses minérales de la région. Le Nord-Kivu contient 80 % des réserves mondiales de coltan, ce minerai indispensable à la fabrication de smartphones et d'ordinateurs, et regorge d'autres richesses minérales. Les multinationales, les États africains et les bandes mafieuses se ruent dessus. 40 000 enfants, les creuseurs, travaillent dans des trous de mine. Ils sont attendus à la sortie par les hommes d'une centaine de groupes armés



PATRICIA HUON

La mine de Birambo.

travaillant de concert avec les armées rwandaise, congolaise ou ougandaise. Tous sont prêts à se battre à mort et à massacrer la population pour s'approprier ce pactole. Mais au bout de la chaîne, une fois tous ces intermédiaires locaux rémunérés, le produit aboutit sur la table des grands trusts mondiaux.

L'Union européenne a ainsi signé le 19 février dernier un accord de coopération avec le Rwanda sur les matières premières, en particulier le

coltan, alors que ce pays n'a pas un gramme de ce minerai dans son sous-sol et que tout ce qu'il peut exporter provient du Kivu. Les trusts s'enrichissent ainsi grâce au travail des creuseurs, ce qui n'empêche pas les dénonciations hypocrites de l'Union européenne contre les crimes perpétrés au Congo.

Au Kivu, les groupes armés et les militaires des pays africains ne sont que le visage de l'exploitation capitaliste.

Daniel Mescla

Égypte : la population étranglée par la crise

Le 6 mars, les dirigeants égyptiens ont plié devant les exigences de la finance internationale et accepté que la monnaie, la livre égyptienne (LE), devienne flottante, déterminée par le prix du marché des devises.

Le taux directeur de la livre égyptienne – rémunérant les dépôts des investisseurs – a été en même temps relevé de 6%. La monnaie a aussitôt perdu 38% de sa valeur par rapport au dollar, monnaie clé des échanges internationaux, et souvent des échanges tout court, en Égypte.

Le FMI a immédiatement validé une nouvelle ligne de crédit de 5 milliards de dollars, portant à 8 milliards le prêt de 2022 aux dirigeants égyptiens. Des perspectives rentables s'ouvraient parallèlement aux spéculateurs. « Notre prochaine affaire sera sans doute l'Égypte », s'est d'ailleurs réjoui un financier britannique.

Pour la majorité des 106 millions d'Égyptiens, en revanche, la note sera salée. Tandis que les deux tiers d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté, l'austérité exigée par les financiers en échange de ce nouveau prêt, qui permet tout juste à l'État égyptien de régler les intérêts de sa dette, va aggraver brutalement les conditions de vie. L'inflation officielle était déjà en janvier de 35%, entraînant une nouvelle hausse des prix, alimentaires en particulier. Pour une famille disposant chaque mois de deux salaires minimum, soit environ 10 000 LE au total (180 euros), il est difficile, dit un témoin, de

s'alimenter correctement. L'augmentation de ce salaire minimum, récemment décidée par al-Sissi devant le mécontentement grandissant, est déjà avalée par l'inflation et la dévaluation de la livre lui porte un rude coup. Les privatisations exigées par le plan du FMI ne pourront qu'aggraver les choses.

L'économie du pays souffre depuis ces dernières années : la pandémie de Covid a occasionné une baisse de la fréquentation des touristes, à nouveau tarie par la désertion de ceux de Russie et d'Ukraine. Les importations de blé ukrainien ont dû cesser, alors que l'Égypte en dépendait grandement pour nourrir sa population, et doit donc se fournir à un tarif bien plus élevé. L'autre guerre, celle entretenue par Israël contre Gaza et les Palestiniens, pèse elle aussi, notamment en ayant occasionné en trois mois 50% de baisse des droits de passage du canal de Suez, suite aux menaces des Houthis sur certains navires.

Alors que tout concourt à appauvrir les classes populaires, le pouvoir mène grand train, en avançant des projets pharaoniques sans intérêt pour elles. Ainsi le projet de nouvelle capitale administrative – ironiquement appelée Sissi-City – qui doit sortir des sables à l'est du Caire



Projet de la nouvelle capitale administrative voulue par al-Sissi.

a-t-il déjà englouti 60 milliards de dollars dans sa première phase, encore inachevée. « Si le prix du progrès et de la prospérité du pays doit nous priver d'eau ou de nourriture, alors nous aurons soif et nous aurons faim », disait à ce propos Sissi en septembre dernier, devant une assemblée de responsables politiques et d'hommes d'affaires égyptiens.

Le pouvoir égyptien a cherché à combler le trou de son budget en vendant des terres convoitées par les riches États du Golfe pour y développer des projets touristiques de luxe, alliant immobilier très haut-de-gamme et activités de loisirs pour riches. Cela a été le cas, en 2017, des îles de Tiran et Sanafir, situées à l'entrée du golfe d'Aqaba, cédées à l'Arabie saoudite en dépit des manifestations

d'une partie de la population égyptienne. C'est à nouveau ce qui s'est produit, fin février, quand un fonds souverain émirati a signé pour un projet similaire, à Ras el-Hekma cette fois, à l'ouest d'Alexandrie, au prix de 11 milliards de dollars. Contrairement aux déclarations de Sissi, ces projets de luxe rapporteront sans doute largement aux émirats du Golfe et à leurs banques, mais aucun emploi ne sera créé pour les travailleurs égyptiens. Au contraire, les habitants des localités concernées ont déjà commencé à être expulsés.

Enfin, à la suite de la visite au Caire le 17 mars de la présidente de la Commission européenne Von der Leyen et d'autres dirigeants, dont la Première ministre italienne Meloni et le chef du gouvernement

grec Mitsotakis, un accord de « partenariat stratégique global » a été signé. En échange de 7,4 milliards d'euros, ils ont obtenu d'al-Sissi un engagement sur les « questions migratoires », comme ils l'avaient tenté en juillet dernier avec le président tunisien. Al-Sissi ferait donc donner sa police pour empêcher quelques-uns des 9 millions de réfugiés qu'il prétend dénombrer en Égypte de partir vers l'Europe.

Face au mécontentement populaire, l'arsenal répressif déployé par le pouvoir contre la moindre opposition n'aura cependant pas empêché des revendications ouvrières de surgir et de se faire entendre par la grève, comme récemment dans les usines textiles de la zone industrielle de Mahalla el-Koubra.

Viviane Lafont

Arabie saoudite : la transition écologique selon EDF

L'Arabie saoudite a commencé la construction de Néom, une nouvelle ville censée accueillir à terme pas moins de neuf millions d'habitants.

Cette ville comprendrait en particulier « The Line », un bâtiment-ville de 500 m de haut et 170 kilomètres de long, ainsi qu'une station de ski pour les jeux asiatiques d'hiver, tout cela en plein milieu du désert!

Le coût d'un tel chantier, futur lieu touristique des millionnaires de la planète, serait de 500 milliards d'euros.

Conséquence immédiate d'un tel chantier, des populations ont été chassées. Un opposant a été tué par la police et cinq autres attendent leur exécution dans une prison de la dictature saoudienne.

Les dirigeants saoudiens présentent leur projet sous le signe de la « transition écologique ». Or la seule construction de la ville devrait émettre

l'équivalent de quatre fois les émissions annuelles en CO₂ du Royaume-Uni. Mais ce projet pharaonique attire les multinationales et c'est EDF qui a obtenu l'approvisionnement énergétique de la future ville. L'entreprise propose la construction et la gestion d'une centrale hydroélectrique par l'acheminement d'eau de mer dessalée et la construction de deux bassins pour la faire fonctionner. EDF, sans aucune gêne, se permet d'annoncer qu'elle accompagne

l'Arabie Saoudite dans sa transition ! Comme s'il y avait quelque chose d'écologique dans le fait de permettre à des milliardaires de faire du ski et de passer leurs vacances dans des hôtels climatisés sous le soleil du désert.

Le fond des motivations d'EDF est de signer un contrat qui rapportera gros. Comme l'explique l'ancien ambassadeur français en Arabie saoudite : « Dans une période de ralentissement économique mondial, beaucoup des

grands projets disponibles se trouvent dans le Golfe. »

Des ingénieurs du service hydraulique d'EDF commencent à se faire entendre, car ils ne veulent pas travailler sur ce projet. Le syndicat Force ouvrière a organisé un sondage, auquel 77% de la centaine de votants ont répondu qu'ils y étaient opposés. Ils ont heureusement une autre idée de l'avenir de l'humanité que la direction d'EDF et ses acolytes saoudiens.

Correspondant LO

Commerce : les capitalistes licencient les caisses pleines

Le dépeçage des magasins Casino par Intermarché, Auchan et Carrefour va bon train. Chacun prend ce qui l'intéresse et rejette les magasins qu'il considère comme inexploitable à ses conditions.

C'est ainsi que les salariés de 26 magasins, huit entrepôts et toute une partie de ceux du siège social de Casino à Saint-Étienne, soit au total plus de 4 000 travailleurs restent dans l'incertitude.

Les mouvements de restructuration s'étendent. Après Camaïeu, Gap,

Habitat, La Halle et bien d'autres, c'est la même semaine IDKids qui annonce la suppression de 311 emplois, Maisons du Monde qui veut fermer 50 magasins, et si chez Chaussexpo, 71 magasins sont repris par Chaussée, 102 sont fermés avec plusieurs centaines de licenciements à la clé.

Les capitalistes sèment ainsi la misère pour protéger leurs capitaux. Entre 2020 et 2023, pas moins de 88 enseignes ont fait l'objet d'une procédure judiciaire. Elles sont 36 à avoir été liquidées, directement comme Camaïeu et ses 500 magasins avec 2 100 salariés licenciés en septembre 2022, ou bien après une ou plusieurs phases de redressement judiciaire comme Habitat ou Chaussexpo.

Le redressement judiciaire est un sursis accordé au propriétaire de l'enseigne. Pour se rétablir, il commence par licencier une partie des travailleurs qui ont fait ses profits. Ainsi la liquidation judiciaire de Chaussexpo a été précédée par la fermeture de 29 boutiques en 2017, puis de 35 en 2018 avec 224 emplois supprimés. Le même scénario s'est déroulé chez Habitat, Orcanta, Burton of London et Toupargel, le distributeur de produits alimentaires à domicile liquidé en janvier 2023, en licenciant 1 900 salariés.



Manifestation de salariés de Toupargel en janvier 2023.

Pour restructurer et licencier, les capitalistes disposent également d'autres procédures comme la vente à un repreneur ou la mise en place d'un plan de licenciements, hypocritement nommé PSE, plan de sauvegarde de l'emploi. Ainsi la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan et d'une galaxie d'autres enseignes, a vendu Pimkie à trois sociétés qui ont fermé 23 magasins en 2023 et annoncé la fermeture de 74 autres en 2024, supprimant 197 emplois en boutiques et 42 au siège social. Chez IKKS, enseigne de vêtements, les actionnaires ont

engagé un PSE qui prévoit la fermeture de 77 magasins et la suppression de 202 emplois.

Chaque fois, les licenciés invoquent la crise, la concurrence de la vente en ligne, du marché de seconde main, la baisse des achats en magasin. Mais chaque fois les propriétaires, loin d'être ruinés, savent placer leurs capitaux dans d'autres secteurs et faire prospérer leur fortune. Il y a donc bien un réservoir d'argent qui permettrait de maintenir les emplois et les salaires de tous les travailleurs concernés.

Philippe Logier

SV ACTU PARIS



Magasin Habitat à Paris en novembre 2023.

Droit aux congés : un gouvernement aux petits soins pour le patronat

Lundi 18 mars, l'Assemblée nationale a adopté un amendement permettant à tous les salariés en arrêt maladie de bénéficier de leurs jours de congés payés.

Le président du Medef s'est félicité de ce travail « mené de concert avec le gouvernement », et celui de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) y a vu la « fin d'une absurdité ». Il aura tout de même fallu quinze ans à l'État pour mettre ainsi le Code du travail français en conformité avec une directive européenne de 2003, rendue obligatoire par le traité de Lisbonne signé en 2009.

Une plainte des syndicats jugée cet été par la cour d'appel de Versailles, puis un jugement de la cour de cassation en septembre dernier, ont accéléré les choses quand celle-ci a jugé, en application de la réglementation européenne, que même en arrêt maladie les salariés acquerraient des droits aux congés payés.

Certaines grandes entreprises s'en sont inquiétées, le Medef a estimé le coût de la mesure à 2 milliards d'euros par an et craint que des salariés fassent valoir leurs droits acquis jusqu'aux vingt dernières années. Le gouvernement a donc cherché une solution main dans la main avec le Medef.

D'après le texte qui devrait être adopté définitivement en avril, les jours de congés acquis par les salariés en arrêt maladie seront limités à deux par mois, au lieu de deux jours et demi lorsqu'on travaille, soit quatre semaines par an au lieu de cinq. Cette manière de compter différente s'appliquerait aussi en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

La loi instaure aussi une période dite « de report » de quinze mois, démarrant

après la reprise du travail et information du salarié par l'employeur. La fin de ces quinze mois verrait « l'extinction » de ces congés, qui seraient donc volés par le patron. Et pour l'instant, la loi ne dit pas ce qu'il se passera si l'employeur « oublie » d'informer le salarié de ses droits.

Mais l'enjeu essentiel pour le Medef était que le gouvernement passe l'éponge sur la plus grosse partie du passif depuis 2009, où les lois européennes étaient pourtant censées être obligatoires. Un délai de prescription de trois ans serait instauré et ceux ayant quitté leur entreprise depuis plus longtemps ne pourraient donc rien réclamer.

Medef, CPME et gouvernement ont bien travaillé : les profits des entreprises ne seront que bien peu écornés par ce nouveau droit des salariés.

Lucas Pizet

.....fil rouge.....

L'ami devenu diable

Sans surprise, Poutine a fabriqué sa réélection écrasante au poste de président de la Fédération de Russie. Pour les commentateurs à l'unisson de Macron, Poutine est désormais le diable. Pourtant, alors qu'il n'était pas moins dictateur qu'aujourd'hui, Macron le recevait en grande pompe à Versailles en 2017 et, en 2018, le félicitait pour la bonne tenue de la Coupe du monde de football en Russie.

Comme le disait Paul Valéry : « La guerre est un massacre entre des gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent bien mais ne se massacrent pas. »

À la sueur de son front

Un salarié de Renault a touché presque 5,3 millions d'euros en 2023, soit 19 % d'augmentation. Les autres n'ont eu, en 2024, que 4,5 %.

Mais lui, c'est de Meo,

le directeur général, certes encore un petit joueur à côté de Tavares, patron de Stellantis et ses 36,5 millions de salaire annuel.

Fidèle agent des actionnaires, actionnaire lui-même, découpeur d'usines et sabreur de postes : qui dira que le travail ne paie pas ?

Médaille d'or de la bêtise raciste

Depuis que la chanteuse franco-malienne Aya Nakamura est évoquée pour participer à la cérémonie d'ouverture des JO, le RN, Zemmour ou d'autres figures de l'extrême droite vomissent leur bile raciste.

Des ministres ont pris la défense de la chanteuse, mais si les racistes se sentent pousser des ailes, c'est en partie grâce au gouvernement qui reprend leurs discours et leur donne du crédit.

En tout cas, on en a assez d'entendre ce genre de refrain méprisable.

Fonctionnaires : non aux salaires bloqués!



Mardi 19 mars, de nombreux fonctionnaires ont fait grève et ont manifesté à l'appel de leurs fédérations syndicales pour l'augmentation de leurs salaires.

Après avoir été longtemps bloquées, les rémunérations des travailleurs dans la fonction publique ont été augmentées ces deux dernières années sans pour autant suivre le coût de la vie. S'appuyant sur la RMPP, la rémunération moyenne des personnes en place, le gouvernement prétend que les augmentations salariales ont été supérieures à l'inflation. Selon cet indice, les hospitaliers auraient obtenu 34 % d'augmentation, les territoriaux plus de 20 % et les fonctionnaires d'État, 24 % en dix ans, alors que l'inflation officielle a été de 20 % sur la même période. Mais ce ne sont que des moyennes.

L'État a en effet revalorisé les salaires des nouveaux embauchés; il a versé

des primes exceptionnelles pour éviter d'augmenter les salaires de base. Même l'augmentation quasi automatique en lien avec l'ancienneté a été renégociée à la baisse. Pour faire face au mécontentement, l'État multiplie les possibilités d'heures ou de travail supplémentaires. Il met aussi en avant la nécessité de récompenser le mérite, ce qui a surtout l'intérêt de ne pas augmenter tout le monde et donc de coûter moins cher tout en divisant les salariés.

Dans les revendications, il y a non seulement les salaires mais aussi les conditions de travail, le manque de personnel. Les conséquences dans les hôpitaux et les structures scolaires sont bien connues des usagers : attente toujours

plus longue pour se faire soigner, pour obtenir un rendez-vous, non-remplacement des enseignants absents,... D'autres conséquences moins visibles, dégradent la vie des salariés eux-mêmes et le service rendu. 70 000 postes sont non pourvus, des milliers de départs à la retraite ne sont pas remplacés, des services sont externalisés. Et puis, il y a les milliers de salariés du public qui ne sont pas fonctionnaires. Beaucoup d'entre eux, en particulier des femmes, subissent des temps partiels et des salaires nettement plus bas.

Les 10 milliards d'économies, dont 800 millions concerneront la fonction publique, auront des conséquences. Le gouvernement et la Cour des comptes se relaient pour annoncer des baisses drastiques des budgets pour les années à venir au nom de la dette et de la préparation à la guerre.

Ces services, comme l'aide à l'enfance, la propreté des villes sont essentiels pour la population, et leur dégradation aggravera les conditions de vie des milieux populaires.

Les fonctionnaires et l'ensemble des salariés devront se mobiliser ensemble, indépendamment du calendrier syndical, pour imposer que les moyens de l'État soient mis au service de toute la population.

Inès Rabah

Gen-Bio – Clermont-Ferrand : colère des travailleurs

Vendredi 15 mars, près d'un tiers des 600 salariés des laboratoires Gen-Bio de Clermont-Ferrand étaient en grève, dans le cadre d'un appel national de l'intersyndicale.

Gen-Bio fait partie d'un des principaux groupes français d'analyses médicales, Inovie, et compte près de 300 salariés dans le Puy-de-Dôme, dont 180 au laboratoire des Gravanches. Ils étaient plus de 80 rassemblés devant l'entreprise, alors même que certains, réquisitionnés par un mail

reçu la veille au soir, ne pouvaient pas faire grève. Ces réquisitions décidées par le préfet ont sans doute satisfait le groupe, mais elles ont convaincu un certain nombre d'hésitants à rejoindre la grève!

Les raisons de se mobiliser ne manquent pas car les conditions de travail se dégradent, marquées par le sous-effectif, les salariés poussés à signer des ruptures conventionnelles, les pressions pour effectuer toujours plus de travail. Quant aux salaires, ils ne

permettent pas de s'en sortir. Une salariée ayant 25 ou 30 ans d'ancienneté ne gagne même pas 2 000 euros net, avec deux samedis et un dimanche de garde travaillés chaque mois. Les propos du PDG du groupe, entendus dans le magazine Cash-Investigation du 22 février, ont encore fait monter la colère. Celui-ci se vantait en effet d'avoir supprimé 1 000 postes sur 7 000 en 2023. Cette mobilisation était une réponse et une première à Clermont-Ferrand.

Correspondant LO

RDM – Blendecques : actionnaires parasites

La direction du groupe de cartonnerie RDM a annoncé la fermeture de son usine de Blendecques, dans le Pas-de-Calais, en août prochain. Près de 180 personnes risquent de perdre leur emploi, sans compter les sous-traitants.

Le groupe RDM possède des usines dans six pays en Europe. Il appartient au fonds d'investissement américain Apollo Global Management. Pour la seule année 2023, ce fonds d'investissement a officiellement déclaré un bénéfice record de 4,9 milliards de dollars!

À la veille de cette annonce, Appolo Global Management empocheait près d'un milliard d'euros en revendant à ArcelorMittal les

parts qu'il avait chez Valloirec. Ce groupe mondial a supprimé des milliers de postes ces dernières années, dont plusieurs centaines en France, notamment sur les sites d'Aulnoye-Aymeries, Saint-Saulve et Creil.

Il y a quelques semaines, Blendecques faisait la une de l'actualité à cause des inondations qui ont touché à plusieurs reprises le secteur. Aujourd'hui, ce n'est pas une catastrophe naturelle qui met en danger la vie des travailleurs de RDM et qui menace d'aggraver encore un peu plus la crise sociale dans le secteur, mais bien la rapacité et les choix cyniques des actionnaires parasites.

Correspondant LO

Adecco : fichier raciste

Adecco, le leader mondial de l'intérim, a été condamné mercredi 13 mars par le tribunal correctionnel de Paris à 50 000 euros d'amende pour avoir établi un système de fichage raciste.

Celui-ci, en place à partir de 1997 dans l'agence de Paris-Montparnasse, avait été révélé en 2001 par un stagiaire qui en avait informé SOS Racisme. Dès lors, un huissier et un inspecteur du travail avaient collecté les preuves établissant que les travailleurs intérimaires étaient bien triés en fonction de leur couleur de peau. Durant cette période, 500 intérimaires du secteur de l'hôtellerie-restauration ont subi cette discrimination. Cela n'a pas empêché la justice de prononcer plusieurs non-lieux. Il aura fallu toute l'obstination de quinze travailleurs intérimaires soutenus par SOS Racisme pour aboutir à cette condamnation, certes toute symbolique,

après 23 ans de bataille incessante.

La justice s'est finalement résolue à condamner deux lampistes, tous deux anciens directeurs d'agence, à 10 000 euros d'amende, dont 7 000 avec sursis. En revanche, elle n'inquiétera pas les principaux responsables qui sont les entreprises donneuses d'ordre. En effet, malgré les témoignages accablants de salariés impliquant directement des entreprises comme Eurodisney et la société des Wagons-lits qui réclamaient explicitement des intérimaires «BBR» pour «bleu, blanc, rouge», celles-ci n'auront pas à rendre compte de leurs demandes discriminatoires.

David Mencas



SWISS-INFO

SNCF : accident mortel à Bischheim

Mardi 6 mars, un cheminot du technicentre de Bischheim, près de Strasbourg, est décédé lors d'une opération de maintenance. Les ouvriers sont sous le choc. Le travailleur avait 40 ans.

Dans ce technicentre, qui prend l'eau à la moindre averse un peu importante, les ateliers sont de plus en plus encombrés. Y circuler et y travailler devient de plus en plus dangereux. Dans cette « usine du futur », comme se plaisent à dire les directeurs, la charge de travail en 2023 représentait 450 000 heures. Ils

voudraient la faire passer à 620 000 en 2024, puis 670 000 en 2025. Ce serait une augmentation de près de 50%, sans augmentation des effectifs dans les mêmes proportions.

Ceux qui mènent des campagnes de dénigrement contre les cheminots quand ils se défendent et s'organisent ne disent pas un mot

quand l'un d'eux meurt au travail. Depuis 2020, c'est le quatrième ouvrier qui perd sa vie sur les différents chantiers ferroviaires de la région de Strasbourg.

En mars 2020 déjà, un travailleur des brigades voies avait été heurté par un TER. En octobre 2020, un ouvrier est décédé, écrasé par un mur préfabriqué de 3,5 tonnes, sur un chantier Bouygues Travaux publics pour le compte de la SNCF. En juin 2023, un intérimaire, employé par Sobeca

et chargé de l'installation de la fibre le long des voies, mourait heurté par un train sur un chantier dont le maître d'ouvrage était la SNCF.

À cela s'ajoutent les accidents graves comme celui par exemple d'un intérimaire de Colas Rail sur un chantier en gare de Strasbourg, qui a perdu une jambe après avoir été heurté au printemps 2023.

Ce n'est donc pas un accident isolé. Partout à la SNCF c'est la même organisation

du travail, et en conséquence des accidents parfois mortels. Elle n'est pas seulement une société de transport des usagers, c'est une entreprise qui roule pour les patrons. La course au profit va encore accentuer la guerre féroce que se font et se feront les différents opérateurs ferroviaires avec l'ouverture à la concurrence. Les profits vont aux patrons qui meurent dans leur lit tandis que des ouvriers meurent au travail.

Correspondant LO

Victoire pour les travailleurs de Laser Propreté

Les travailleurs de Laser Propreté, qui font le nettoyage des trains sur le triage de Trappes, en gare de Montparnasse, de Dreux, Chartres, Rambouillet et aux ateliers de Montrouge, ont fait grève pendant cinq jours.

Ils revendiquaient des vestiaires qui ne seraient plus inondés ou infestés de rats, l'augmentation de primes de salissure, de panier, une prime de risque, ainsi que l'embauche en CDI des nombreux CDD et le remplacement des absents. Au fil du temps l'équipe de Trappes a perdu au moins une demi-douzaine d'agents pour une charge de travail quasi équivalente.

L'idée de la grève était

dans toutes les têtes. Mais le non-versement de la paye de février, sous prétexte d'un changement de logiciel, et le changement de la caisse gestionnaire de leurs congés qui a entraîné des erreurs sur les paies, ont mis le feu aux poudres.

Après une réunion lundi 4 mars avec la direction, qui expliquait qu'il n'y avait pas d'argent, les grévistes se sont mobilisés. Toutes les équipes, de tous les sites,

de nuit comme de jour, ont participé au mouvement. La grève s'est installée, marquée par une manifestation en gare de Montparnasse et une visite des ateliers de Trappes et de Montrouge, très remarquée par les cheminots.

Les travailleurs de Laser n'ont pas seulement leur patron en face d'eux, mais aussi la SNCF, qui tous les trois ans change de prestataire au gré des appels d'offres et choisit celui qui lui coûtera le moins cher. Lors d'une manifestation dans l'atelier de Montrouge, le directeur de la SNCF a été interpellé sur sa responsabilité, notamment

sur l'état des vestiaires, qui appartiennent à celle-ci. Il a tenté d'expliquer qu'il n'était pas maître de la situation, que la grève le gênait et qu'il fallait sortir de ce conflit.

Cette pression n'a pas perturbé les grévistes, qui ont refusé à l'unanimité une proposition de réunion en visio faite par leur direction. Le directeur de Laser, basé à Marseille, a fini par venir à Paris le vendredi matin pour rencontrer les trois organisations syndicales présentes dans le mouvement. Après plusieurs heures de négociation, les grévistes rassemblés dans le hall de l'immeuble ont

fini par voir la direction arriver et accepter l'embauche des CDD en CDI, l'augmentation de plusieurs primes, le retour à la caisse des congés antérieure, le remplacement des absents et, pour ne rien gâcher, le paiement intégral des jours de grève.

C'est une belle victoire pour ces travailleurs, dont beaucoup n'avaient jamais fait grève. Fiers de leur mouvement, ils sont bien conscients qu'il faudra surveiller le respect du protocole par la direction, et disent, qu'en cas de besoin, ils sauraient recommencer tous ensemble!

Correspondant LO

À Strasbourg, contre les menaces de licenciement



Rassemblement SNCF à Strasbourg.

Vendredi 15 mars, plus d'une centaine de cheminots se sont réunis devant la gare de Strasbourg pour soutenir une collègue aiguilleuse menacée de licenciement après avoir dénoncé une agression sexuelle qu'elle a subie.

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la

direction a en effet eu le bon goût de lui faire remettre une convocation pour un entretien préalable à licenciement, sans lui préciser le motif. Si elle manque de crédibilité, on peut dire que la direction ne manque pas de culot!

Le rassemblement de soutien s'est tenu devant le bâtiment où la collègue a

été entendue par la direction, qui lui a finalement expliqué qu'il ne s'agissait pas d'un entretien pour mesures disciplinaires. À voir...

Un autre agent d'escale, représentant syndical Sud Rail, témoin de l'agression, est lui aussi menacé d'être licencié, cette fois-ci pour harcèlement contre la hiérarchie. La direction semble se saisir de l'occasion pour essayer de se débarrasser d'un militant syndical. Qu'il s'agisse de sexisme, d'agression sexuelle ou de harcèlement, la direction montre ainsi son vrai visage.

Face à ces attaques et à ces manœuvres, la mobilisation collective est la meilleure réponse à lui opposer.

Correspondant LO

28 mars : défense d'un militant ouvrier

Le 20 octobre dernier, Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'union départementale CGT du Nord, a été arrêté chez lui à 6 heures du matin, comme un brigand, et placé en garde à vue.

Au même moment, une secrétaire administrative de la CGT était aussi arrêtée dans les mêmes conditions.

Le ministère de la Justice leur reproche un tract dans lequel la CGT a dénoncé l'oppression du peuple palestinien. Pour avoir exprimé une opinion différente de celle du gouvernement français, qui soutient toujours l'État d'Israël qui a massacré depuis trois mois plus de 30 000 Palestiniens à

Gaza, Jean-Paul Delescaut est maintenant accusé d'apologie du terrorisme, d'incitation à la haine raciale, et risque une lourde peine.

Lutte ouvrière appelle à se joindre au rassemblement organisé par la CGT le 28 mars à partir de 12 heures devant le tribunal judiciaire de Lille, 13, avenue du Peuple-Belge, en soutien à Jean-Paul Delescaut convoqué ce jour-là.

Hôpitaux: une bombe à retardement

Lundi 18 mars la Fédération hospitalière de France (FHF) a publié un rapport dénonçant la dégradation de l'état général des hôpitaux depuis la crise du Covid en 2019.

Sur la période 2019-2023, près de 3,5 millions de séjours hospitaliers ont été annulés ou reportés. Concrètement, des millions de malades ont renoncé à des soins. Cela représente une perte de chance de se faire soigner rapidement et correctement, la FHF citant la prise en charge des cancers mais aussi du diabète. Dans le cas de cette maladie, faute d'être pris en charge et suivis régulièrement, des malades de plus en plus nombreux arrivent aux Urgences en coma diabétique, situation qui devrait être exceptionnelle vu l'efficacité des traitements existants.

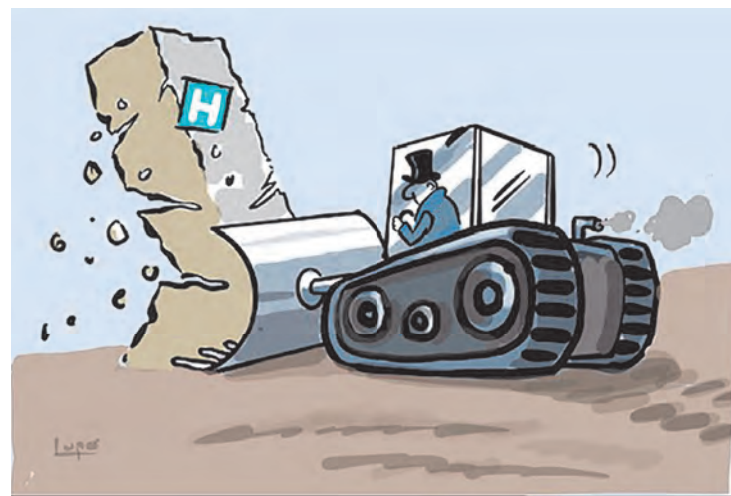
C'est le manque de

personnel, dénoncé dans tous les hôpitaux du pays, qui explique largement cette situation. Dans trois quarts des établissements, des lits ont été fermés et, même quand des secteurs nouveaux sont créés, comme l'explique un neurologue de la Pitié-Salpêtrière à Paris, on ne peut y accueillir de patients faute de personnel!

Au-delà des hôpitaux, la situation est aussi grave pour la médecine de ville. 60 % des patients disent avoir renoncé à au moins un acte de soins ces cinq dernières années. Pour obtenir un rendez-vous, le temps d'attente a quasiment doublé, atteignant dix jours en

moyenne pour un généraliste et deux mois et demi pour un cardiologue. Du fait des déserts médicaux, aller voir son médecin devient de plus en plus difficile. Enfin, de plus en plus de malades renoncent à cause de difficultés financières, dépassements d'honoraires obligent. Conséquence de cette dégradation, des patients de plus en plus nombreux se retrouvent dans des Urgences au bord de l'effondrement.

Le bilan de la FHF est catastrophique et c'est bien sûr le manque de moyens qui l'explique. Mais le gouvernement continue à priver la santé des moyens indispensables. Dans le budget 2024 de la Sécurité sociale, il annonce 600 millions d'économies sur les



hôpitaux. Et ce sont déjà 20 milliards d'économies que le gouvernement annonce dans le budget 2025, notamment sur la Sécurité sociale.

Le ministre délégué aux Comptes publics appelle cela « partager les efforts ».

Ce sont des efforts pour la population pour que, avec les milliards pris dans ses poches, le gouvernement puisse continuer à assurer aux capitalistes des profits toujours plus élevés.

Cédric Duval

Libéral ou salarié: dans le même viseur

Les infirmières libérales, qui constituent 17,5 % des effectifs de la profession, étaient également appelées par certains de leurs syndicats à participer à la grève de la fonction publique le 19 mars.

En libéral ou salariées, les femmes sont très largement majoritaires dans la profession et ces infirmières ont souvent espéré, en choisissant de travailler en cabinet, trouver de meilleures conditions de travail et de rémunération qu'à l'hôpital. Mais, comme le déplore l'une d'elles, interviewée par *Le Monde*, avec « une quarantaine de

patients et une soixantaine d'actes par jour » on ne fait que courir. Une autre, infirmière en Ardèche, a réduit son périmètre à 100 ou 120 kilomètres par jour en voiture pour prodiguer, encore trop vite à son goût, des soins de base mal rémunérés – entre 3 et 6 euros –, telles les injections ou prises de sang. D'autres soins, plus lourds,

concernent des patients dépendants dont le nombre ne cesse d'augmenter.

Les conditions de travail et les rémunérations ne sont pas les mêmes selon que les infirmières exercent en ville ou dans des déserts médicaux. Toutes ne dénoncent pas, comme une infirmière de l'Oise, une perte de la moitié de leur revenu mensuel, « effondré à 1500 euros » depuis 2019. Mais toutes réclament la revalorisation du tarif de base des différents actes

infirmiers, de l'indemnité forfaitaire de déplacement passée de 2,50 euros à 2,75, et revendiquent la prise en compte de la pénibilité pour pouvoir partir en retraite avant 67 ans.

Le 5 mars, le ministre délégué à la Santé, Frédéric Valletoux, a annoncé une mission sur le sujet... Une façon d'enterrer les problèmes, car libéraux et salariés sont tous, à l'heure des restrictions budgétaires, dans le viseur de Bercy.

Sylvie Maréchal



ROSSI DAVID/IMAXPPP

Arrêts maladie: chasse aux sorcières chez les médecins

Dans sa course à la réduction des dépenses publiques, le gouvernement a les arrêts de travail en ligne de mire. Selon lui, certains médecins prescriraient trop d'arrêts, mais cette propagande se fiche de la réalité.

Le nombre d'arrêts de travail prescrits a augmenté en dix ans, passant de 6,4 millions en 2012 à 8,8 millions en 2022. Mais les médecins accusés de prescrire trop d'arrêts maladie expliquent facilement leur augmentation par l'aggravation des conditions de travail, la dégradation des conditions de vie et le recul de l'accès aux soins. Le manque de spécialistes, par exemple, entraîne des délais de plusieurs mois pour un rendez-vous chez

un orthopédiste ou un rhumatologue et, de fait, une dégradation de l'état de santé de nombreux malades.

Le coût croissant des médicaments et celui des soins aggravent aussi le contexte sanitaire global. Que devrait alors faire un généraliste voyant arriver dans son cabinet une personne dans un état dégradé? Il peut au moins prendre en charge sa douleur et lui permettre de prendre du repos.

L'Assurance maladie a identifié 6 000 médecins

ayant selon elle prescrit trop d'arrêts de travail en comparaison avec une moyenne nationale qui ne veut rien dire. Cette approche statistique est à la fois aberrante et révoltante. Quelle signification a une telle moyenne qui mélange les médecins des différents quartiers, qu'ils soient populaires ou très aisés?

Les médecins sanctionnés peuvent être « mis sous objectif ». Ils doivent alors réduire leurs prescriptions d'arrêts maladie de 15 à 20%. Mais comment faire? Un médecin témoigne que, ne voulant pas changer ses diagnostics, il a réduit son temps de travail et envoyé une partie de ses patients voir ailleurs. La sanction

de l'Assurance maladie a ainsi eu pour conséquence de réduire encore l'offre de soins.

D'autres médecins peuvent être mis sous tutelle: leurs arrêts prescrits doivent être validés par l'Assurance maladie. L'un d'eux a contesté cette sanction, est allé devant une commission et a fait reculer l'Assurance maladie, la commission elle-même reconnaissant l'aberration de la mesure. Pourtant, sans la combativité de ce médecin, elle aurait été appliquée. Au final, ces pressions poussent à bout des médecins qui en arrivent à être « proches de la rupture d'un point de vue moral et psychologique » selon un représentant d'un

syndicat de généralistes.

L'État prétend faire des économies. Mais alors, pourquoi ne s'attaque-t-il pas au marketing des trusts pharmaceutiques, qui dépensent des sommes ahurissantes pour promouvoir leurs médicaments? Pourquoi ne rend-il pas public le rapport entre le prix de remboursement des médicaments par la Sécurité sociale et leur coût de production? On verrait alors à quel point l'argent de la Sécurité sociale enrichit les grands groupes pharmaceutiques. Mais l'État préfère faire la chasse aux moins fortunés et à ceux qui leur viennent en aide.

Pierre Royan

Stellantis – Metz : des centaines d'emplois supprimés

Malgré les 18,6 milliards de profits empochés par les actionnaires, Stellantis a annoncé l'arrêt de la production de deux types de boîtes de vitesses sur trois sur le site de Metz, en Moselle. L'usine avait été construite à la fin des années 1960, avec force aides publiques pour la reconversion de la sidérurgie.

La reconversion avait permis à Citroën, à l'époque, de toucher des aides pour construire deux usines en Lorraine, d'abord à Metz puis quelques années plus tard à Trémery, pour y fabriquer des moteurs.

Dès cette année, à Metz, la production de boîtes de vitesses chutera de moitié par rapport à l'an dernier, et l'an prochain des trois quarts. Cela va se traduire par l'arrêt du VSD et des équipes de nuit, ainsi que par la suppression de 230

emplois. Cela est ressenti comme une fermeture qui ne dit pas son nom. Il reste actuellement 770 CDI à l'effectif, plus une centaine d'intérimaires, alors que l'usine a compté plus de 2 000 travailleurs, et celle de Trémery plus de 5 000 contre 2 000 aujourd'hui.

Le prétexte aux suppressions d'emplois est l'électrification du parc automobile. Mais Citroën avant-hier, PSA hier, Stellantis aujourd'hui, n'ont pas attendu la voiture électrique pour

tailler à la hache dans les effectifs ! Tous les prétextes sont bons : une partie de la production de Metz va d'ailleurs être transférée en Inde et en Italie, où Stellantis supprime également des emplois.

À Metz comme à Trémery, la direction rend précaires des emplois permanents. Elle fait venir des intérimaires du Nord, de Marseille et même depuis peu de Pologne. Il faut dire que beaucoup ne restent pas dans cette atmosphère de fermeture et de grand bazar, avec ses manques permanents de pièces. À Borny, quand il pleut dehors, il pleut aussi dans les ateliers, car les travaux de couverture ne sont pas faits.



Lors d'un débrayage à Stellantis Borny.

Chaque mois, dix à vingt salariés quittent l'usine pour trouver du travail ailleurs. Et la direction exerce des pressions de plus en plus fortes sur les salariés pour qu'ils aillent rejoindre les deux nouveaux joint-ventures créées par Stellantis avec d'autres sociétés : Emotors à Trémery qui produit des moteurs électriques, et Etransmission à Metz qui fabrique des boîtes de vitesses pour moteurs hybrides, dont la fin est annoncée dans l'Union européenne pour 2035.

Autant dire que quitter un grand groupe pour une petite filiale n'inspire guère confiance aux travailleurs. En fait, Stellantis tente de licencier pour pas cher, même si les salariés gardent

leur ancienneté. Certains finissent par accepter, en se disant qu'ils n'ont pas le choix, d'autres essaient de décrocher un emploi au Luxembourg tout proche, les plus anciens espérant que Stellantis – qui n'a jamais gagné autant d'argent – proposera un plan de départs pour les seniors.

Les travailleurs voudraient obtenir des garanties, indemnités de licenciement ou départs en retraite anticipée. Stellantis est plein aux as. Les travailleurs de Metz et de Trémery ont contribué à la fortune des actionnaires de ce qui est aujourd'hui Stellantis, il n'y a en effet aucune raison que leur avenir ne soit pas garanti. Mais ces garanties, il faudra aller les chercher.

Correspondant LO

Etex-Eternit – Haulchin : sauvegarder tous les emplois !

L'usine Etex-Eternit de Thiant, près de Valenciennes, a employé plus de 2 000 salariés, utilisant l'amiante pour fabriquer des plaques en fibrociment, jusqu'à son interdiction à la fin des années 1990.

Beaucoup de travail-

leurs, y compris leur famille, y ont contracté des cancers et en sont morts.

Aujourd'hui, l'usine ne compte plus que 44 salariés et le patron veut cesser l'activité de fabrication de tôles ondulées, qui avaient remplacé le fibrociment amianté. Le

comité des victimes de l'amiante de Thiant-Haulchin soutient les travailleurs, qui exigent qu'Etex-Eternit garde tout le monde. Après un siècle d'enrichissement, la moindre des choses serait que ces patrons paient.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal mars 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Argentine : les attaques de Milei accentuent la misère

Milei, le nouveau président argentin, n'a pas traîné en tentant de démanteler tout ce qui pouvait protéger un peu la population. Malgré les quelques difficultés qu'il rencontre celle-ci paye déjà au prix fort les conséquences de ses attaques.

Le premier superdécret de Milei cumulait 300 mesures sous prétexte d'une «urgence» non démontrée. Une partie en a été écartée après un recours de la centrale ouvrière CGT, dont des attaques concernant les conditions de travail. La «loi omnibus», comportant 664 attaques, s'est enlisée au Parlement, le soutien sans faille de la droite et d'une partie des radicaux n'ayant pas suffi à la faire passer. Le gouvernement a donc dû la remballer, ce qui a pu réjouir ses adversaires, mais la situation de la population ne s'en dégrade pas moins.

La dévaluation de 50% de la valeur du peso a eu pour conséquence immédiate de doubler en 24 heures les prix des denrées les plus indispensables. Milei s'est fait élire en expliquant qu'il jugulerait l'inflation, alors à 144% l'an; elle atteint maintenant 250%, soit 20% de plus par mois. Dans les supermarchés, les clients regardent les prix avec consternation, les plus pauvres et les plus précaires ne peuvent guère acheter

et les enseignes ont vu leur chiffre d'affaires baisser. Les 40 000 cantines populaires du pays sont désormais privées de trois quarts des aides alimentaires et ne peuvent plus alimenter que les enfants mais plus les adultes.

La fin de l'encadrement des prix de l'énergie et des transports a eu les mêmes conséquences. Pour un travailleur, se déplacer en bus ou en train devient une gageure. Le prix du ticket a augmenté de 300%, en moyenne. Les prix étant désormais libres, les écarts d'une province à l'autre peuvent être extravagants. Le prix pour un même voyage peut aller de 50 pesos jusqu'à 1 500 pesos, et dans des moyens de transport souvent délabrés.

Bien sûr, pensions et salaires ne suivent pas. Le gouvernement prétend que ces derniers ont augmenté de près de 30% alors que la CGT, pourtant pas la plus virulente, estime qu'ils devraient augmenter d'au moins 85%.

Fin février, mois de la rentrée des classes dans



MX POLITICO

l'hémisphère sud, les parents ont pu constater que les prix des fournitures scolaires ont été multipliés par trois, quatre ou cinq. Une bonne partie de ceux qui ont envoyé leurs enfants dans une école privée se rendent compte maintenant qu'ils ne peuvent pas régler les frais de scolarité qui augmentent dans les mêmes proportions, au point que certaines écoles privées mettent la clé sous la porte.

Milei et ses complices ont beau expliquer que ce n'est qu'un mauvais moment à passer, une partie des électeurs qui avaient cru voir en lui un sauveur commencent à s'interroger, voire à s'en détourner. C'est en effet le comble que celui qui se présente comme le champion

du «tout privé» mette en péril une partie de ce secteur.

Au-delà du paravent du Parlement, les soutiens de Milei restent le grand patronat argentin, les multinationales et les instances du FMI, sûres de voir en lui celui qui honorera les dettes contractées auprès de cet organisme par les militaires et la droite hier, et par lui-même désormais. Pour tous ceux-là, le sort des classes populaires importe peu. Peu leur importe que quelque 22 millions d'Argentins, un peu plus de la moitié de la population, soient dans la misère et la pauvreté.

Cette situation catastrophique plonge certains dans le fatalisme, mais engendre aussi une grande colère. La CGT, qui avait

appelé à la grève nationale le 24 janvier, a elle-même été surprise de la forte mobilisation. En fait, tout comme l'opposition péroniste, elle n'attend de changement qu'en 2027 quand de nouvelles élections auront lieu. Mais dans divers secteurs, dans les quartiers populaires ou parmi les étudiants, des collectifs se mettent en place pour résister aux attaques et trouver des parades à l'inflation.

Comme dans la situation qui avait suivi le krach de 2001, des assemblées de quartier reprennent vie où se réunissent ceux qui veulent bloquer le rouleau compresseur de Milei, malgré son appareil répressif renforcé.

Jacques Fontenoy

18, 19 et 20 mai: la Fête de Lutte ouvrière à Presles

La Fête de Lutte ouvrière à Presles (Val-d'Oise) aura lieu samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai, pendant le week-end de la Pentecôte. Des dates à inscrire à l'agenda!

La carte d'entrée est en prévente à 15 euros jusqu'au dimanche 21 avril, puis à 20 euros jusqu'au mercredi 15 mai. Après cette date et sur place à l'entrée de la fête,

elle coûtera 25 euros.

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass Culture. On peut profiter de 20% de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat: payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Nos lecteurs peuvent acheter leur carte auprès de nos militants, ou sur le site:

<https://fete.lutte-ouvriere.org/billetterie>



Fast fashion: l'hypocrisie toute nue

Au nom de la défense de l'environnement, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, a fait voter le 14 mars une loi s'attaquant aux entreprises qui comme Shein ou Temu vendent en ligne du textile à petit prix.

Votée à l'unanimité, la loi vise la «fast fashion», la mode jetable capable de mettre en vente en ligne des milliers de nouveaux modèles chaque jour à des prix de quelques euros. Elle instaure l'interdiction de publicité ainsi qu'un malus pouvant aller jusqu'à 10 euros pour toute pièce achetée sur les sites des marques produisant au-delà d'un certain nombre de modèles par jour, nombre qui sera fixé par décret. Mais la loi vise les marques chinoises, une mesure prise en réalité pour faire le bonheur de la concurrence européenne, H&M, Kiabi, C&A ou encore Decathlon. Cet argument protectionniste a fait que les

députés LFI ont voté pour, Ruffin en demandant plus encore, même si cette loi est aussi une mesure contre les plus pauvres. Elle va en effet contraindre les consommateurs à payer bien au-delà des petits prix – 8 euros en moyenne par produit chez Shein – qui font le succès de ces sites. Sur ce terrain, Béchu est concurrencé par toute une série d'écologistes qui trouvent visiblement que les pauvres ne payent pas assez cher, réclamant que la fast fashion soit taxée à 100% jusqu'à hauteur de 20 euros.

Bien sûr, la mode dite jetable a des conséquences sociales et environnementales désastreuses. Mais, au-delà

des marchés de niche réservés aux plus riches, c'est toute l'industrie textile qui a les mêmes pratiques, poussée par la concurrence et la recherche du profit des actionnaires. On se souvient ainsi qu'au Bangladesh, dans l'immeuble Rana Plaza qui s'est effondré en 2013 en faisant 1 127 morts, les ouvriers et les ouvrières produisaient indifféremment pour des marques réputées comme Camaïeu, H&M, Mango ou Benetton, celles de la grande distribution, Carrefour, Auchan, et celles de la fast fashion comme Primark...

En réalité, produire en masse et pas cher, en sur-exploitant les travailleurs et en ravageant la nature, est dans l'essence même du capitalisme. Et ce n'est pas Béchu ni Ruffin qui y changeront quoi que ce soit.

Serge Benham